

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire



L'enseignement de la littérature au cégep : la démission des professeurs

André Vanasse

Numéro 128, hiver 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/36785ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lettres québécoises inc.

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Vanasse, A. (2007). L'enseignement de la littérature au cégep : la démission des professeurs. *Lettres québécoises*, (128), 3–4.

L'enseignement de la littérature au cégep :

la démission des professeurs

Le 14 mars dernier, l'Association nationale des éditeurs (ANEL), en collaboration avec tout le milieu du livre, organisait un atelier sur l'enseignement de la littérature au Québec. Cet atelier a été une révélation pour un certain nombre d'entre nous, mais la suite des événements a été moins réjouissante...

L'année 2007 aura été celle des débats sur l'enseignement de la littérature au cégep. Le coup d'envoi a été donné par Louis Cornéliier avec la parution de *Lettres à mes collègues sur l'enseignement de la littérature et de la philosophie au collégial* (Nota bene, automne 2006). Ce document a provoqué, comme je le disais dans le numéro 126, « une véritable commotion au point que l'Académie des lettres du Québec (ALQ), puis l'Anel et l'Union des écrivaines et des écrivains québécois (UNEQ) conjointement de même que *Lettres québécoises* ont cru bon d'en parler » (p. 9).

Personnellement, j'ai participé aux deux ateliers en plus de m'occuper du dossier de *Lettres québécoises*. Autant dire que j'ai été au cœur de l'action dans ce débat.

Or, j'ai été complètement renversé quand j'ai appris de la bouche même de M. André Laferrière, de la direction de l'enseignement au collégial (ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport), que, oui, les professeurs auraient pu choisir de placer la littérature québécoise au cœur même de leur programme alors que celle-ci est actuellement refoulée dans un seul cours à la fin du cursus des étudiants. Une sorte de ghetto en somme. Et pourtant, a dit M. Laferrière, l'opposition littéraire française c. littérature québécoise n'existe pas dans le « devis » du Ministère. De fait, le document en question utilise l'expression « littérature d'expression française » et non pas « littérature française » pour décrire les cours 101 et 102. Or, les deux premiers cours portent, dans la plupart des cégeps, exclusivement sur la littérature française, le cours 101 couvrant en général le Moyen Âge jusqu'à 1850 et le cours 102, de 1850 à nos jours. Le cours 103, lui, est consacré à la littérature québécoise.

Pourquoi en est-on arrivé à cette dichotomie? Pourquoi la littérature québécoise a-t-elle été circonscrite à un seul cours alors que plusieurs pensent qu'elle aurait dû occuper une place centrale dans la définition du nouveau programme proposé en 1994 (puis révisé en 1998)? J'ai ma petite idée là-dessus. Je me souviens qu'à l'époque où a eu lieu la première réforme (1994), Jean Larose avait très bonne presse auprès des professeurs de cégep. Auteur d'un essai qui était extrêmement critique, entre autres, sur l'enseignement de la littérature au collégial (*La petite noirceur*, Boréal, 1987), il fustigeait le laisser-aller des professeurs en leur reprochant de ne s'intéresser qu'à leur propre production et surtout de consacrer plus de temps à la création littéraire qu'à l'apprentissage de la littérature. Pire, clamait-il, si au moins on enseignait une littérature digne de ce nom, la littérature française, on pourrait en faire profiter les étudiants, mais non, on se complait dans une littérature nationale qui vaut ce qu'elle vaut, c'est-à-dire très peu si on la compare à la littérature française! Pour preuve de l'attitude méprisante de Larose, je retiens ce commentaire de Jean Fiset sur *La petite noirceur*, tiré de la revue *Voix et*



images (n° 39, p. 487, 1988) : « Le texte [« Frais de représentation »] est cohérent, amusant même et, étonnamment juste dans le ton : si ce n'est qu'il est étouffant, renvoyant le Québécois, face au Français, dans un statut de primitif ou bûcheron n'ayant pas encore accédé à la culture. »

Ainsi, les opinions étaient cristallisées à l'époque. Non pas que Jean Larose en fût le seul responsable, parce qu'il y avait déjà un clivage (soit dit entre nous, il existe depuis 150 ans!) entre les tenants de la GRANDE littérature et ceux de notre littérature nationale (on me permettra de ne pas la qualifier de « petite ») lors de cette première réforme. Mais les affrontements ont été si douloureux, semble-t-il, qu'ils ont laissé de très mauvais souvenirs chez les professeurs de cégep. Il y a eu sans doute des amitiés brisées, des mots qu'on a regrettés, de sorte que, lorsque l'ANEL a demandé à certains professeurs qui avaient participé à notre atelier de mettre sur pied un ensemble de cours pour l'enseignement de la littérature au cégep sous le chapeau de l'ANEL (Jacques Allard et moi-même en étions les deux représentants), ensemble de cours dans lequel la littérature québécoise serait le pilier d'un enseignement ouvert sur la France et la francophonie, ceux-ci se sont défilés. Pire : l'ANEL a reçu des lettres signées par Marie Gagné, présidente du Comité des enseignantes et enseignants de français (dans les cégeps), de même que de Gérald Gaudet, président de l'Association des professionnels de l'enseignement du français au collégial (APEFC), qui disaient clairement qu'il n'était pas de notre compétence de nous lancer dans cet exercice.

Notre réponse a été claire : nous n'avons pas l'intention de nous substituer aux professeurs. Nous voulons seulement amorcer un projet qui nous tient à cœur à titre d'éditeurs, considérant qu'il y va de la survie de notre industrie d'occuper la place que nous croyons mériter dans l'enseignement collégial. Nous le faisons, il va de soi, pour la reconnaissance institutionnelle des auteurs que nous publions et pour le rayonnement de la littérature. Nous avons la conviction profonde que les auteurs que nous publions partagent notre point de vue. Et puis, ce projet n'a rien de coercitif, disions-nous. Pour éviter tout malentendu sur notre bonne foi, nous avons donc invité Marie Gagné et Gérald Gaudet à participer de plain-pied à ce projet.

À notre grand étonnement, l'une et l'autre se sont défilés. Et c'est à ce moment précis que j'ai compris que le malaise devait être extrêmement sérieux si, de façon systématique, tous ceux et celles que nous approchions se défilait de la sorte. Les débats sur les programmes de 1994 et 1998 avaient-ils été à ce point déchirants qu'ils entraînaient, dix ans après, un refus systématique de revoir un programme qui aurait pu être proposé à l'ensemble du corps professoral (sans obligation de qui que ce soit, soit dit en passant) sans même que les « devis » du Ministère soient modifiés? Y a-t-il chez les professeurs une fatigue culturelle telle qu'on considère un changement de programme comme une tâche insurmontable compte tenu que les cours de tout un chacun sont préparés depuis belle lurette et que les refaire entraînerait un travail que personne n'est prêt à assumer? En somme, s'agit-il de la crainte d'un nouvel affrontement ou est-ce une question de manque d'énergie qui ferait qu'on répugnerait à rebâtir en entier un programme qu'on enseigne depuis plus d'une décennie?

Mon sentiment est que les deux hypothèses sont bonnes. Reprendre le débat, c'est courir le risque d'ouvrir d'anciennes plaies et de cela, semble-t-il, on ne veut pas. Et puis, il y a bel et bien une fatigue chez les professeurs, qui constatent que, d'année en année, le climat se détériore : les jeunes qui entrent au cégep sont de moins en moins outillés pour entreprendre des études littéraires. Leur maîtrise de la langue est lamentable et leur connaissance de la littérature est tout simplement nulle.

Mais est-ce une raison pour démissionner? Pierre Barrette, dans le numéro de *Lettres québécoises* auquel j'ai fait référence supra, parle de schizophrénie identitaire. « Alors que tout dans la culture de ces jeunes leur rappelle l'ancrage profond de la société québécoise dans l'espace nord-américain [...], on s'évertue à leur rappeler que la vraie culture est ailleurs. » Et il poursuit : « S'étonnera-t-on

alors de constater que les élèves [...] confondent Révolution française et Révolution tranquille?»

Je crois que Pierre Barrette a raison de parler de schizophrénie : tout programme d'enseignement, et je le cite à nouveau, qui est centré sur « une France périmée dont ils (les étudiants) ne connaissent rien, et dont ils se demandent bien tout à coup pourquoi elle prend une telle importance » alors qu'ils vivent sur un autre continent me paraît voué à l'échec.

Pourquoi n'aurions-nous pas les yeux braqués sur l'Amérique qui, cela me paraît incontestable, est l'événement qui a marqué le deuxième millénaire ? Ce continent, il est le nôtre. Il est au cœur du questionnement de l'Occident. Avec lui naissait le rêve d'une nouvelle démocratie. Avec lui, l'Europe se repositionnait. Ici, on pouvait construire un nouveau monde. Et même si l'Amérique était née d'une illusion (on croyait découvrir une voie menant à l'Inde), elle portait en elle un rêve si grandiose qu'elle a changé la face du monde. En fait, l'Amérique avec sa puissance économique et l'importance de sa population est devenue le centre du monde.

Pourquoi faudrait-il fermer les yeux sur cette vérité alors que la France elle-même a été la première à glorifier ce nouveau continent ? Mieux encore : nous pouvons étudier notre littérature tout en y intégrant la littérature française. Cela pourrait se faire aisément : par les récits de voyage (qui ont connu un succès considérable en Europe à l'époque), par le conte (c'est un genre universel). Mais aussi de mille autres façons, par exemple en abordant la question du réalisme (Patrice Lacombe prétend faire avec *La terre paternelle*, publié en 1846, un récit réaliste), en

traitant du romantisme (qu'on fustige ici au XIX^e siècle), du symbolisme (Nelligan, entre autres), etc. Cela pourrait aller jusqu'à l'écriture migrante. Ainsi, depuis quelques décennies, les grandes capitales du monde occidental ont été assaillies par d'importants flux migratoires venus de l'Orient, de l'Amérique du Sud ou de l'Europe de l'Est, alors qu'autrefois ils étaient plutôt le fait de l'Europe de l'Ouest. Ces nouveaux arrivants ont donné naissance à des écrivains qui, au Québec, ont trouvé leur place. En somme, il serait possible de proposer une approche nouvelle de notre littérature pour peu qu'on dépense l'énergie requise pour y arriver. Et ce pourrait être infiniment intéressant pour les étudiants : ils comprendraient enfin que leur littérature s'inscrit dans un mouvement occidental et qu'elle en est l'une des heureuses expressions. Ce serait moins confondant. Plus éclairant, si l'on compare ce projet avec les cours « déconnectés » que les étudiants reçoivent actuellement.

Est-on à ce point fatigué que le courage nous manque d'offrir à nos étudiants une vision de la littérature qui nous appartienne en propre et demeure ouverte sur la France tout autant que sur le reste du monde ? Si tel était le cas, j'avoue que j'en serais profondément déçu. C'est notre devoir de situer les générations à venir dans le contexte qui est le leur et de leur procurer un sentiment non seulement d'appartenance mais aussi de fierté. L'ère des bûcherons est terminée depuis longtemps. À preuve, le marasme qui sévit dans l'industrie forestière (*sic*) alors que l'aéronautique, Bombardier en tête, a le vent dans les ailes (*resic*).

Les temps changent. Il faudrait bien qu'on s'en rende compte et qu'on agisse en conséquence.

Tout sur la littérature et les auteurs québécois

Abonnez-vous à

Lettres québécoises

le magazine de l'actualité littéraire depuis 1976

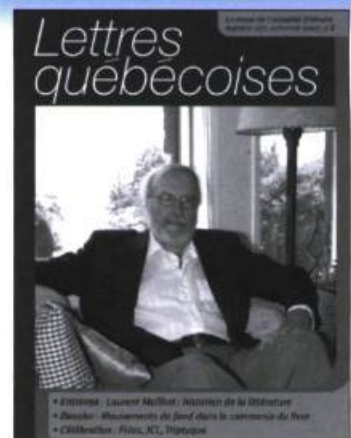
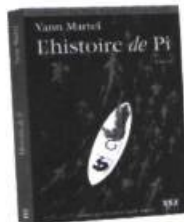
et recevez en prime (valeur 25 \$)

L'histoire de Pi (roman)

de **Yann Martel**

S'abonner à *Lettres québécoises*, c'est participer à la pérennité de notre littérature.

Merci de nous encourager !



ENTREVUE : LAURENT MAILHOT

Nom _____
 Adresse _____
 Ville _____
 Code postal _____ Tél. _____
 Courriel _____
 Ci-joint Chèque Visa Mastercard
 N° _____ Expire le _____
 Signature _____ Date _____

128

1 an / 4 numéros

INDIVIDU
 Canada 25 \$
 Étranger 35 \$

INSTITUTION
 Canada 35 \$
 Étranger 40 \$

2 ans / 8 numéros

INDIVIDU
 Canada 45 \$
 Étranger 65 \$

INSTITUTION
 Canada 65 \$
 Étranger 75 \$

3 ans / 12 numéros

INDIVIDU
 Canada 65 \$
 Étranger 95 \$

INSTITUTION
 Canada 95 \$
 Étranger 110 \$

Les prix sont toutes taxes comprises

Retourner à : *Lettres québécoises* : 1781, rue Saint-Hubert, Montréal (Québec) H2L 3Z1

Téléphone : 514.525.95.18 • Télécopieur : 514.525.75.37 • Courriel : info@lettresquebecoises.qc.ca • www.lettresquebecoises.qc.ca